



مكتب التكوين المهني وإعاش الشغل
Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA
PROMOTION DU TRAVAIL - OFPPT**

..*.*.*.*.*

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL
A MAJORATION**

N° 129 /2025

..*.*.*.*.*

**Objet : Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la
Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Lot unique

SOMMAIRE

I - CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (C.P.S)

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE N°2 : MAÎTRE D'OUVRAGE.....	6
ARTICLE N°3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE N°4 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES AU MARCHÉ.....	6
ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX.....	7
ARTICLE N°6 : CARACTÈRE DES PRIX.....	7
ARTICLE N°7 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE N°8 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE N°9 : DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS DE RETARD.....	7
ARTICLE N°10 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DÉFINITIF.....	8
ARTICLE N°11 : MODALITÉS DE LA COMMANDE.....	8
ARTICLE N°12 : LANGUES UTILISÉES.....	9
ARTICLE N°13 : MODALITÉS DE RÉCEPTION.....	9
ARTICLE N°14 : MODALITÉS ET DÉLAIS DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE N°15 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.....	9
ARTICLE N°16 : SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE N°17 : DOMICILE DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE N°18 : VALIDITÉ ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE N°19 : NANTISSEMENT.....	10
ARTICLE N°20 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉS.....	11
ARTICLE N°21 : MOYENS EN PERSONNEL.....	11
ARTICLE N°22 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL.....	11
ARTICLE N°23 : VERSEMENT À TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE N°24 : RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS.....	11
ARTICLE N°25 : MESURES COERCITIVES.....	11
ARTICLE N°26 : RÉSILIATION.....	11
ARTICLE N°27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTÉRÊTS.....	12
ARTICLE N°28 : PROTECTION DES EMPLOYÉS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	12



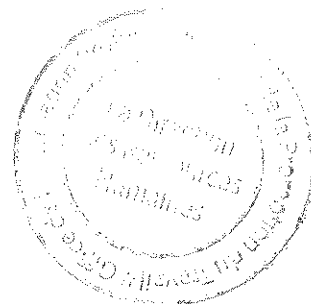
II - CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES (C.P.T)

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHE.....	14
ARTICLE N°2 : ETENDUE DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE N°3 : OBLIGATION DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE N°4 : MOYENS D'EXECUTION.....	16
ARTICLE N°5 : DELAI ET LIEU D'INTERVENTION.....	16

III - BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF.....	19
--	----





-I-

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (C.P.S)

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché public passé par appel d'offres ouvert international à majoration, en application des de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics

Marché n° / 2025

Passé en application des de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics

Entre les soussignés :

D'une part :

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, représenté par sa Directrice Générale désigné maître d'ouvrage.

Et,

D'autre part :

La Société :

Titulaire du compte bancaire : (à la trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB)

n°

Numéro de téléphone : Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :

Inscrite au registre du commerce de (Localité) sous le n°

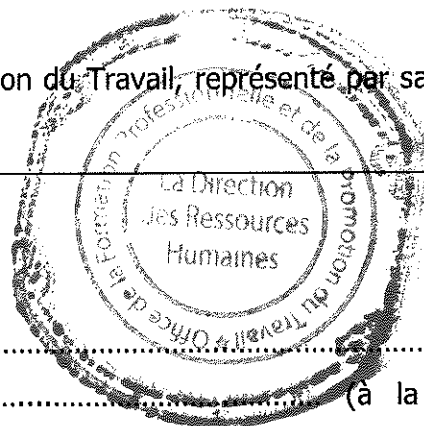
Taxe professionnelle n° :

Identification fiscale n° :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise (ICE) :

Représentée par Monsieur :

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE PASSATION

Le présent marché a pour objet : **Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail.**

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail – l'OFPPT.**

ARTICLE N°3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ

A - Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau des prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

B - Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de service ;
2. Les avenants éventuels ;

ARTICLE N°4 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX APPLIQUABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le Décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.
- Le décret n°2-14-272 du 14 Rajeb 1435 (14/05/2014) relatif aux avances en matière de marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 14 paragraphe 2 du décret n° 2-22-431 précité, le présent marché est à prix unitaires.

Le titulaire est réputé avoir pris parfaitement connaissance des coûts et charges liés à l'exécution du présent marché et les a intégrés dans ses prix

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

ARTICLE N°6 : CARACTERE DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 2-22-431 précité, le présent marché est passé à prix fermes.

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°7 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N°8 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet : Externalisation des Prestations de Services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, en lot unique, notamment avec l'affectation d'agents d'appui et de soutien qualifiés dans le respect des dispositions prévues par le cahier de prescriptions techniques et pouvant être affectés en fonction du besoin comme suit :

ENTITE	AGENTS D'APPUI	AGENTS DE SOUTIEN	AGENTS DE SERVICES DIVERS	TOTAL
Siège de l'OFPPT et Entités Régionales	07	25	16	48

La répartition de l'effectif des agents, pourrait diminuer ou se renforcer (La durée et le nombre d'agents) dans certains locaux en fonction des besoins. (Les besoins exprimés et validés par les responsables des entités sont consolidés au niveau de la DRH et communiqués au prestataire), et ce, à la fin de chaque mois, le cas échéant, et communiquée une semaine d'avance au prestataire.

L'OFPPT se réserve le droit dans tous les cas d'affecter les agents selon les exigences de la nouvelle situation dans la limite de la réglementation en vigueur.

ARTICLE N°9 : DELAI D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD**a) Délai d'exécution :**

La durée contractuelle du présent marché est de **douze (12) mois**. Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché. Ce délai s'applique à l'achèvement de toutes les prestations incombant au titulaire au titre du présent marché.

Le remplacement d'un agent ne doit pas dépasser 24 h qui suit l'e-mail ou l'envoi d'un fax par le maître d'ouvrage.

b) Pénalités de retard :

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de deux pour mille (2/1000) par

jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Ces pénalités sont appliquées, de plein droit et, sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services, dès que le délai de démarrage des prestations prévu par ordre de service est dépassé.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le titulaire encourt également sans mise en demeure préalable :

- Une pénalité de **deux cent dirhams (200 DHS)** par jour d'absence et par personne sera appliquée à l'encontre du titulaire en plus du non-paiement de la journée durant laquelle l'absence a été constatée. Le montant relatif à la journée en question s'élève au 1/30 du montant mensuel TTC.
- Une pénalité de **deux cent dirhams (200 DHS)** par jour et par agent sera appliquée à l'encontre du titulaire, dans le cas de non-respect par l'agent aux prescriptions relatives au règlement intérieur de l'institution.
- Une pénalité de **deux cent dirhams (200 DHS)** par jour et par agent en cas de retard au-delà de 24 h qui suit l'e-mail et l'envoi d'un fax par le maître d'ouvrage, relatif au remplacement d'un agent.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10%) du montant annuel du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N°10 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

a) Caution provisoire :

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de **84 000,00 Dhs (Quatre-Vingt - Quatre mille Dirhams)**.

Le cautionnement provisoire qui reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire dans les cas prévus par l'article 15 § 1 du CCAG-EMO et à l'article n°24 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO.

b) Caution définitive :

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Si le prestataire de service ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive du prestataire, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article n°16, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

c) Retenue de garantie :

Il n'est pas prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N°11 : MODALITES DE LA COMMANDE

L'ordre de service de commencement des prestations est établi par le maître d'ouvrage et transmis au titulaire par email, Fax, courrier physique ou tout moyen approprié pouvant assurer une date certaine de réception. Passés les délais prescrits, les pénalités de retard prévu à l'article 9 seront

appliquées sans mise en demeure et du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage. L'engagement des moyens en personnel sera établi au fur et à mesure du besoin du maître d'ouvrage moyennant un ordre de service.

ARTICLE N°12 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE N°13 : MODALITES DE RECEPTION

Le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché ainsi que la réception seront effectués par une commission désignée par le maître d'ouvrage à cet effet par décision et qui établira un procès-verbal de réception des prestations comme suit :

A la fin de chaque mois, l'OFPPT procédera à la réception provisoire partielle des prestations réalisées, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels en matière des prestations objet du marché. Un procès-verbal sera établi par l'OFPPT.

La dernière réception partielle tiendra lieu de la réception définitive du marché.

S'il constate que les prestations de services présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le titulaire procédera à la levée de ces réserves et aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

Seules les prestations réceptionnées conformes par l'OFPPT peuvent être payées.

ARTICLE N°14 : MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix, détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Le paiement des prestations réalisées par le titulaire sera réglé, sur présentation de la facture établie en 3 exemplaires. Toutefois, seules les prestations réceptionnées seront réglées.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

Le paiement des sommes dues sera effectué par virement à un compte courant bancaire du prestataire précisé au niveau de l'acte d'engagement.

Le prestataire est tenu de présenter le bordereau de la CNSS à la fin de chaque mois certifiant que le personnel, ayant les conditions de déclaration à la CNSS, exerçant dans le cadre du présent marché est déclaré régulièrement à la CNSS.

Une copie de l'ordre de virement du mois objet du paiement cacheté par la banque au profit du personnel affecté dans le cadre du présent marché.

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours au maximum.

Le prestataire doit impérativement établir la facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la Loi 69-21.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenu.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au maître d'ouvrage dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

ARTICLE N°15 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans, dessins, tracés, échantillons ou information fournis par l'OFPPT ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1er paragraphe demeurera la propriété de l'OFPPT et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'OFPPT sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.

ARTICLE N°16 : SOUS-TRAITANCE

Compte tenu de la nature des prestations objet du marché, la prestation entière constitue le corps d'état principal. Le prestataire n'est autorisé à recourir à aucune sous-traitance.

ARTICLE N°17 : DOMICILE DU TITULAIRE

En application de l'article 17 du CCAG-EMO, les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du prestataire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°18 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

a) Validité du marché :

En application de l'article 142 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics, le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et leur visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

b) Approbation du marché :

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante jours (60) jours** à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions des articles 36 et 143 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mas 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°19 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par le Directeur Général de l'OFPPT, ou son délégataire ;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT, ou le Fondé de Pouvoirs seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché, conformément aux dispositions du Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

ARTICLE N°20 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE N°21 : MOYENS EN PERSONNEL

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission. Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celle de la personne à remplacer.

1) Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

2) Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE N°22 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le prestataire s'engage conformément à l'article 149 du décret n°2-22-431 précité à recourir à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main d'œuvre locale est limité à 20% de l'effectif requis pour la réalisation des prestations objet du marché.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant de la préfecture ou de la province ou de la région.

ARTICLE N°23 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE

Conformément au décret 2-14-272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance dont l'octroi et la restitution seront effectués par application des dispositions du décret susmentionné.

ARTICLE N°24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le titulaire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE N°25 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 79 du chapitre VIII du CCAG-T et de l'article 152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics seront appliquées.

ARTICLE N°26 : RESILIATION

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur ; le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics du 15 Chaâbane 1444 (8 Mars 2023).

ARTICLE N°27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Conformément à l'article 162 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

ARTICLE N°28 : PROTECTION DES EMPLOYES ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les formalités de recrutements et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 CCAG-EMO.

Le prestataire doit remettre au maître d'ouvrage, sur sa demande, une copie du bulletin de paie du personnel affecté dans le cadre du marché.

Le prestataire doit inscrire l'ensemble du personnel à affecter dans le cadre de marché auprès de la CNSS.

Le nombre de jours de travail du personnel déclaré à la CNSS doit correspondre exactement au nombre de jours travaillés à l'OFPPT.

Le titulaire du marché doit :

1. **Communiquer au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement effectif des salaires et des charges sociales de ses salariés, au fur et à mesure de l'exécution des prestations objet du marché ;**
2. Appliquer la réglementation du travail en vigueur, notamment :
 - Veiller à ce que les salaires soient en conformité avec la réglementation du travail en vigueur, notamment le SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti), conformément à la loi n° 65-99 relative au Code du travail
 - La déclaration des agents proposés à la CNSS, en mettant à la disposition du maître d'ouvrage les attestations de leur immatriculation ;
 - Respecter la législation du travail notamment en ce qui concerne l'horaire de travail qui est de 8 heures par jour (repos hebdomadaire, congé, retard, absence...)
 - Le personnel du titulaire doit être couvert par une assurance conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

En cas d'affectation d'un nouvel agent le titulaire est tenu d'accomplir les mêmes formalités précitées ;

3. Mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer efficacement sa mission,

Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.



-II-

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES (C.P.T)



ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'Externalisation des prestations de services au profit de l'OFPPT, en lot unique.

ARTICLE N°2 : ETENDUE DES PRESTATIONS

Le personnel affecté est proposé par le prestataire et validé par l'OFPPT.

Le personnel affecté au marché doit répondre aux conditions ci-dessous :

Nature	Conditions de profil	Tâches
Agents d'appui	<ul style="list-style-type: none"> - Diplôme minimum : Technicien dans le domaine du service de rattachement (ex. gestion, finance, etc.) - Bonne maîtrise des outils bureautiques - Rigueur et sens de la confidentialité 	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le service dans le traitement des opérations administratives et de gestion - Classer, archiver et saisir des documents administratifs ou techniques - Participer au suivi des dossiers internes
Agents de soutien	<ul style="list-style-type: none"> - Diplôme minimum : Technicien dans le domaine du service concerné (ex. secrétariat, administration, etc.) - Sens de l'organisation et du contact - Bonne expression écrite et orale 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'accueil, la gestion du courrier et la préparation des documents - Suivre les agendas, réunions et communications du service - Réaliser des tâches administratives diverses
Agents de services divers	<ul style="list-style-type: none"> - Ayant un permis de conduire catégorie B ; - Ancienneté du permis d'une année et plus; - Connaissance des règles de sécurité routière - Discrétion et ponctualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer les déplacements et courses liés aux activités du service - Participer aux tâches de soutien logistique - Veiller à l'entretien du véhicule mis à disposition
Agent de services divers (externe)	<ul style="list-style-type: none"> - Ayant un permis de conduire catégorie EC ; - Ancienneté du permis d'une année et plus ; - Bonne maîtrise de la conduite professionnelle et sécurité - Résistance physique et disponibilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser les missions de transport extérieur (matériel, documents, autres) - Respecter les plannings, consignes et circuits définis - Assurer un appui logistique pour les opérations nécessitant un déplacement externe

La gestion :

Le personnel affecté à la réalisation des prestations objet du marché sera géré administrativement par le prestataire et fait partie intégrante du personnel de ce dernier.

A ce titre, le prestataire s'engage expressément à faire siens l'accomplissement et le respect des différentes dispositions sociales et fiscales en vigueur au Maroc pour tous les faits se rapportant à l'objet de ce contrat (CNSS, Mutuelle, assurance, congés...).

La responsabilité - Assurance :

Le prestataire atteste qu'il est couvert, pour tout le personnel affecté à la réalisation des prestations objet du marché, contre les risques, accidents du travail et maladies professionnelles.

Il est également couvert par une assurance responsabilité civile.

De convention expresse, la responsabilité du prestataire peut être engagée que par la faute commise par un de ses agents.

Une copie des attestations sera fournie à la signature du marché et à chaque renouvellement de ces assurances.

La confidentialité :

Le prestataire s'engage à conserver de manière strictement confidentielle toutes informations auxquels ses agents ont accès dans l'exécution de leurs tâches.

La confidentialité concerne l'ensemble de sa Mission à l'OFPPT, de quelque nature qu'elles soient, dont le prestataire ou ses agents auraient pu avoir connaissance au titre du présent marché, et s'engage à n'utiliser lesdites informations que pour les besoins de la réalisation de sa Mission.

Les indemnités :

Dans le cadre de la préservation de la qualité des services rendus, le salaire net mensuel doit être servi par virement bancaire et être globalement au minimum de :

Emplois	Salaire net mensuel en Dhs
Agent d'appui	6.000,00
Agent de soutien	4.000,00
Agent de services divers	4.000,00

Gestion des congés et absences :

En respectant la réglementation du travail, le personnel affecté à la réalisation des prestations objet du marché a droit au congé administratif. En cas de demande formulée par l'OFPPT, le prestataire doit assurer le remplacement du personnel en congé par des personnes répondant aux exigences du marché, en concertation avec le maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'OFPPT ne demande pas le remplacement du personnel en congé administratif, le nombre de jours non travaillés ne doit pas être facturé (les montants à déduire seront calculé au prorata des montants figurant sur le BPDE).

Les congés de maladie :

Dans le cas des congés de maladie de 07 jours et plus, le prestataire doit assurer le remplacement si la demande est exprimée par l'OFPPT.

Dans le cas où l'OFPPT ne demande pas le remplacement du personnel en congé de maladie, le nombre de jours non travaillés ne doit pas être facturé.

Dans le cas des congés de maladie de moins de 07 jours, le nombre de jours non travaillés ne doit pas être facturé.

Le règlement intérieur :

Le personnel affecté à la réalisation des prestations objet du marché est tenu de respecter le règlement intérieur en vigueur dans les établissements de l'OFPPT, notamment en ce qui concerne les horaires de travail, le respect des consignes de sécurité et la discipline, de l'environnement et des équipements de l'OFPPT.

Toute indiscipline signalée par un responsable de l'OFPPT peut donner lieu au renvoi du salarié concerné sans autre motif de justification à charge pour le prestataire d'assurer son remplacement dans les 24h qui suivent l'e-mail ou l'envoi d'un fax par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'OFPPT le demande, le prestataire doit envoyer des personnes de remplacement à l'OFPPT pour sélection et prise de décision. De même, en cas d'absence ou d'incompétence, le personnel sera remplacé dans les 24h qui suivent l'e-mail ou l'envoi d'un fax par le maître d'ouvrage.

En cas de non remplacement, les frais des jours correspondant ne doivent pas être facturés et les pénalités de retard prévu à l'article 8 seront appliquées sans mise en demeure et du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

Le statut juridique :

Le personnel affecté à la réalisation des prestations objet du marché étant lié juridiquement à son employeur qui est le prestataire, ce personnel ne peut prétendre en aucun cas au statut de salariés de l'OFPPT quelle que soit son affectation et la durée de sa mission dans l'établissement.

La lutte contre le travail clandestin :

Le prestataire atteste sur l'honneur que tout le personnel mis à disposition est employé régulièrement au regard des textes en vigueur du code du travail et de la législation fiscale et sociale.

ARTICLE N°3 : OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage au niveau du présent marché d'affecter pour le compte de l'OFPPT les ressources adéquates pour mener à bien le projet.
Il doit également mettre à la disposition de l'OFPPT tous les moyens dont il dispose pour réaliser la prestation requise dans les meilleures conditions.

Fourniture des moyens de communications :

Le titulaire met en place les moyens de communications nécessaires (équipement portatifs, téléphone portable... ;) pour permettre à chaque intervenant du titulaire sur site, d'être joignable à tout moment par le personnel de l'OFPPT.

Interlocuteur du titulaire :

Le titulaire s'engage à désigner pour la réalisation des prestations un interlocuteur privilégié parmi ses collaborateurs.

Réunion de travail :

- Une réunion sera tenue avant le démarrage du marché entre le titulaire et les représentants de l'OFPPT pour étudier les différentes clauses du marché et mettre en place une démarche et planning d'exécution de la prestation.
- Le titulaire et le représentant de l'OFPPT se réunissent périodiquement dans le cadre de réunions de suivi de l'avancement des prestations, de sorte que chacune des parties soit informée de l'avancement des prestations par rapport au planning, ainsi que des éventuels problèmes rencontrés. Le nombre et les dates seront arrêtés en commun accord entre les deux parties.
- Le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations au minimum les moyens en personnes et en matériels qu'il a proposés dans son offre. Il ne peut en apporter aucune modification sans l'accord préalable de l'OFPPT.

N.B : Le titulaire exécutera les prestations et remplira ses obligations avec la plus grande diligence, efficacité et économie selon les techniques modernes et pratiques acceptés et utilisées par les normes professionnelles en vigueur. L'OFPPT pourra remettre en cause la qualité des prestations effectuées par le titulaire par simple notification. Le titulaire devra y remédier dans les meilleurs délais, sans remettre en cause le calendrier prévu pour l'exécution de ce projet.

ARTICLE N°4 : MOYENS D'EXECUTION

Le titulaire est tenu de mettre, pour l'exécution des prestations, tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer une très bonne qualité de sa prestation, notamment :
Moyens humains : effectifs dotés des qualifications adéquates ;
Moyens matériels : outillage qualifié et requis ;

Moyens de transport et de déplacement ;

Le titulaire ne pourra jamais, à cet effet, se prévaloir de manque d'effectif et de matériel pour justifier une prestation autre que celle souhaitée par l'OFPPT.

ARTICLE N°5 : DELAI ET LIEU D'INTERVENTION

Les prestations doivent être exécutées sur le site OFPPT, et selon les modalités précisées ci-dessous.

Horaires d'intervention :

Les délais sont exprimés en heures ouvrées, jours ouvrés et semaines calendaires

L'horaire normal du travail est :

8H30 à 16H30 du lundi au vendredi (horaire du ramadan : 9h00 à 15h00)

Le titulaire devra s'adapter aux horaires de l'OFPPT en cas de changement d'horaires.

Définition des jours et heures ouvrées

Les jours ouvrés sont les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, hors jours fériés

Les horaires du travail sont de 8h 30 à 16H30

Les interventions sur les sites, seront principalement programmées pendant les heures ouvrées.

Toute intervention en dehors de ces horaires, doit être coordonnée à l'avance avec le responsable de l'entité où il y aura l'intervention.

Dans les cas d'urgence, l'OFPPT fait appel au titulaire en dehors de ces horaires y compris le samedi et dimanche.

<p>Le soumissionnaire : Lu et accepté</p>	<p>Le maître d'ouvrage : l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Traail – OFPPT</p> <p>Said SLAOUH - Directeur des Ressources Humaines</p>
--	--



- III -

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Bordereau des prix – détail estimatif**Relatif à l'appel d'offres ouvert international à majoration n° /2025 :****Externalisation des prestations de services pour l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail – l'OFPPT**

Item N°	Description des prestations	Nbre de mois	Effectif	Prix Unitaire H.TVA	Prix Total Mensuel en DH HT	Prix Total Annuel en DH HT
1	Agent d'appui	12 Mois	07	8 600,00	60 200,00	722 400,00
2	Agent de soutien	12 Mois	25	5 700,00	142 500,00	1 710 000,00
3	Agent de services divers	12 Mois	16	5 700,00	91 200,00	1 094 400,00
Total HTVA					293 900,00	3 526 800,00
Montant de la T.V.A (Taux ...%)					58 780,00	705 360,00
Montant Total T.V.A comprise					352 682,00	4 232 160,00
Majoration en pourcentage (Taux...%)						
Montant total TTC après majoration						

Fait à, le

Signature et
cachet du concurrent